

ASSEMBLÉE NATIONALE

29 septembre 2020

PLF POUR 2021 - (N° 3360)

Rejeté

AMENDEMENT

N° I-CF132

présenté par

M. Cinieri, M. Cordier, M. Ramadier, M. Jean-Pierre Vigier, M. Le Fur, M. Brun, Mme Boëlle,
Mme Corneloup et Mme Louwagie

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 8, insérer l'article suivant:**I. – L'article 199 *tervicies* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au I, les occurrences de l'année : « 2022 » sont remplacés par l'année : « 2026 ».

2° Au III, le taux : « 22 % » est remplacé par le taux : « 30 % » et le taux « 30 % » est remplacé par le nombre « 42 % ».

3° Au 2 du IV bis, le taux : « 22 % » est remplacé par le taux : « 30 % », le taux « 30 % » est remplacé par le nombre « 42 % » et le montant « 400 000 € » est remplacé par le montant : « 520 000 € ».

4° Au V bis le montant : « 400 000 € » est remplacé par le montant : « 520 000 € »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à repousser le bornage dans le temps de l'application de l'article 199 Tervicies du CGI aux quartiers anciens dégradés et aux quartiers fortement dégradés.

Compte tenu de la durée moyenne des travaux et afin de ne pas remettre en cause la sécurité juridique et fiscale des investisseurs privés désireux de bénéficier de la réduction d'impôts Malraux, il convient ainsi de réhausser les taux de 22% à 30% ; de 30% à 42% et les plafonds de 400.000 à 520.000€ et de prolonger le bornage jusqu'au au 31 décembre 2026.